

Ce jeune magistrat veut d'une Cour africaine dynamique comme la CPI

Page 10



Football
Antonio Souaré, le choix positif de la FIFA

Page 8



Lecture
une agimuta

Flash sur la Foire Internationale du livre de Francfort.

Page 13



le populaire

le journal qui vous ressemble

Hebdomadaire guinéen d'information générale ● N°532 ● LUNDI 24 OCTOBRE 2016 ● 3000 FG ● Fondateur Diallo A. Abdoulaye Tél: (00224) 655 404 294

L'honorable Pépé Toupou revient à la charge **Que Faya cesse de droguer...!**



Percevoir sa pension via son téléphone

L'innovation de la CNSS qui simplifie le paiement des pensions aux retraités

Après la biométrie, la bancarisation des pensions et la création des agences de proximité, la CNSS fait encore des merveilles. Elle met à la disposition des retraités une banque électronique leur permettant de percevoir leurs pensions via leurs téléphones partout à travers le pays.

Lisez en pages 6 & 7 un zoom spécial sur l'événement

Elections
locales :

Alpha Saliou Wann de l'AFD montre ce qu'il faut faire

Page 2



L'administration pénitentiaire à l'index

Le ministre Sako découvre des réseaux mafieux

Page 3



Inculpé, Girbal contourne la justice

Sa victime, Danfakha, interpelle le ministre des Mines

Page 9



Confidences PUBLIQUES

Pour des bus promis, le régime Condé aux ordres d'Erdogan

L'ancien président ivoirien Félix Houphouët Boigny laissait entendre qu'un pays pauvre tout comme un homme affamé ne peut s'estimer libre, quand Sékou Touré s'époumonait sur tous les toits avec sa fameuse thèse africaniste «*liberté dans la dignité*». Le régime Condé qui a pris la Guinée où l'a laissée le régime Touré est celui qui accepte de se plier aux ordres d'Erdogan, chef d'un régime prédateur de la liberté d'expression et qui tient à la fermeture d'un établissement d'enseignement privé à Conakry dénommé *La Citadelle*, parce que fondé en 2003 par l'homme d'affaires turc Veyssel Camuzcu proche de son opposition. Et si l'arrêté du ministre Ibrahim Kourouma en date du mercredi 21 septembre 2016 interdit les inscriptions et réinscriptions «*jusqu'à nouvel ordre*», c'est que l'ambassadrice de Turquie en Guinée, SE Nur Sagman qui ne dit mot, consent elle aussi. Et les autorités guinéennes qui n'ont vu aucun des bus promis par le président Erdogan lors de sa visite à Conakry, agissent ainsi. Il est tout aussi vrai que «*les responsables de "La Citadelle" appartiennent au Hizmet, la confrérie de l'imam Fethullah Gülen*», mais cela n'a rien à voir avec la raison qui conduit le régime Condé à être aux ordres du régime Erdogan. Si ce n'est pour ces bus dont il a besoin pour faciliter le déplacement des conakryens par ces temps de routes dégradées, d'émeutes contre l'obscurité et de fronde contre l'accord politique devant débayer la voie qui mène à l'organisation des élections au niveau des collectivités locales.



Damantang dans le Top 5 des Premiers ministrables

A défaut du ministre d'Etat, ministre conseiller Bah Ousmane, de l'ancien ministre d'Etat, ministre secrétaire général à la Présidence Tibou Kamara, du porte-parole de l'opposition Aboubacar Sylla et de l'ancien président du Conseil économique et social l'honorable Michel Kamano, il fait partie du Top 5 des meilleurs des meilleurs Premiers ministrables actuels. Pas parce que *Le Populaire* le présente (à nouveau) comme l'un des hauts cadres ayant le profil de PM d'Alpha Condé qu'Albert est pressenti à ce poste. Loin s'en faut ! Il est du rang des mieux indiqués à prendre le témoin et à porter valablement cette charge.

Libre Tribune / Elections locales : Ce qu'il faut faire.

Le débat sur les conclusions du dialogue est pollué par des considérations et arrières pensées politiques. Nous devons regarder au-delà de nos intérêts partisans pour que le droit triomphe dans notre pays et que nos populations puissent choisir librement et en toute transparence leurs dirigeants. Incontestablement la Constitution a été violée par les recommandations du dialogue notamment en ce qui concerne l'annulation des élections des conseils de quartiers et de districts et le report de la révision des listes électorales. Dans la mesure où les les conseillers de quartiers et de districts sont des représentants du peuple, le fait de ne pas les élire directement par les citoyens de leurs localités est une violation de l'article 2, alinéas 1 et 3 de la Constitution : La souveraineté nationale appartient au peuple qui l'exerce par ses représentants élus ou par voie de référendum. Le suffrage est universel, direct, égal et secret. Que ce soit au niveau national ou local, les représentants du peuple sont élus au travers d'élections spécifiques, il ne saurait donc être question de les désigner sur la base des résultats parcellaires d'une autre élection différente. Maintenant, ils disent prendre acte de la complexité et des difficultés liées à l'organisation des élections dans 3.763 quartiers et districts du pays. Au regard de cette complexité, les parties au dialogue recommandent que : le conseil de quartier/district soit composé au prorata des résultats obtenus dans les quartiers/districts par les listes de candidature à l'élection communale.

A cet effet, les parts au Dialogue invitent l'Assemblée Nationale à procéder en conséquence à la révision du Code électoral. En fait, dans leurs explications, ils parlent surtout de l'impossibilité d'installer une Commission Administrative de Centralisation pour les 3.763 circonscriptions que comptent cette élection. A mon avis, s'il faut réviser la loi organique portant Code électoral, c'est sur ce point qu'il faut le faire et non annuler purement et simplement cette élection pour élire les conseils de quartiers et de districts. Il s'agit de l'article 85 du Code électoral qui dispose : Le recensement des votes d'une circonscription électorale sera le décompte des résultats du scrutin présentés par les différents Bureaux de vote de ladite circonscription. Le recensement des votes est effectué en présence des représentants des candidats ou des listes de candidats par une Commission Administrative de Centralisation nommée par acte du Président de la CENI. Cette commission est composée comme suit :

- Président, un Magistrat de l'ordre judiciaire proposé par la Cour constitutionnelle,

- Vice-président, un représentant de l'Administration, proposé par le Ministre chargé de l'Administration du Territoire,
- Rapporteur proposé par la CENI,
- Deux assesseurs tirés au sort parmi les représentants des candidats ou liste de candidats.

Les résultats arrêtés par chaque Bureau de vote et les pièces annexées ne peuvent en aucun cas être modifiés.

J'ai entendu dire que nous n'avons pas les moyens d'installer les Commissions Administratives de Centralisation des votes dans les 3763 circonscriptions des quartiers/districts et les 342 circonscriptions des communes, d'où la proposition d'annuler l'organisation des élections de conseils de quartiers/districts et leur désignation à partir des résultats d'une autre élection en l'occurrence l'élection communale. Comme cette disposition est inapplicable, on doit la modifier (cette mesure est de la partie réglementaire de la loi) pour simplifier les opérations de dépouillement des votes. Après avoir consulté plusieurs codes électoraux de pays africains, je me suis inspiré de celui qui est plus adapté à la résolution de notre problème, il donne en outre, plus de garanties quant à la transparence de la centralisation des résultats avec le contrôle effectif des magistrats dont le nombre est porté de un à trois. Voici ma proposition de modification de l'article 85 :

Au niveau de chaque préfecture et de chaque commune de Conakry est créée une Commission Administrative de Centralisation des votes. Cette commission est composée de :

- Trois magistrats dont l'un assure la présidence, tous désignés par le Premier Président de la Cour suprême parmi les magistrats des Cours et Tribunaux;
- Un représentant de la CENI
- Un représentant de chaque candidat ou liste de candidats et son suppléant.

Au niveau national est créée une Commission Nationale de Centralisation des votes. Cette commission est présidée par le Premier Président de la Cour d'Appel de Conakry. Elle comprend en outre, de deux magistrats nommés par le Premier Président de la Cour suprême, un représentant de la CENI ainsi qu'un représentant de chaque candidat ou liste de candidats et son suppléant. Les Commissions Administratives de Centralisation procèdent au recensement des votes à partir des procès-verbaux de chacun des bureaux de vote. La Commission Nationale de Centralisation des votes procède au recensement des votes à partir des procès-verbaux des Commissions Administratives de Centralisation. Les résultats arrêtés par chaque Bureau de vote et les pièces annexées ne

peuvent en aucun cas être modifiés. Elle transmet les résultats provisoires à la CENI pour leur proclamation.

Il faut abroger les articles 102 et 125 qui ne sont pas conformes à l'article 2 alinéa 3 de la Constitution. En ce qui concerne l'article 125, il s'agira de rétablir le principe de l'élection des conseils régionaux au suffrage universel, direct, égal et secret. C'est dommage qu'Alpha Condé ait privé les populations guinéennes de la possibilité offerte par notre Constitutions et nos lois de pouvoir s'administrer librement par leurs représentants élus à tous les niveaux. La politique de décentralisation a été un échec, il y a eu certes, les textes législatifs, mais l'Exécutif a toujours piétiné leur application depuis sous le régime du général Lansana Conté jusqu'à nos jours. L'établissement des Conseils régionaux est un approfondissement de la décentralisation instaurée par la Constitution de 2010, mais hélas, c'était sans compter sur la volonté de puissance d'Alpha Condé qui veut tout contrôler dans le pays. Il faut le dire d'ailleurs avec force, qu'il a systématiquement refusé de faire appliquer la Constitution. C'est très étonnant que les articles 159 et 160 de la Constitution aient été délibérément ignorés. Pourtant l'article 159 fixe une période de six mois maximum pour organiser les élections législatives à partir de l'adoption de la Constitution et l'article 160 aussi fixe une période de six mois maximum pour l'installation de la Cour constitutionnelle, la Cour des comptes, l'Institution nationale des droits humains, le Médiateur de la République et le Haut conseil des collectivités locales à compter de l'installation de l'Assemblée Nationale. Et les élections locales doivent être organisées trois mois avant l'installation du Haut conseil des collectivités locales, donc dans cette période de six mois après l'installation de l'Assemblée Nationale. Comme on le voit, Alpha Condé n'avait pas le droit, les dispositions transitoires de la Constitution ne l'y autorisent pas, de ne pas organiser les élections législatives et locales ainsi que la mise en place des institutions républicaines dans les délais constitutionnels. Lui, le juriste a mal lu la Constitution du 7 mai 2010 qui ne lui donne pas la liberté de mettre en place progressivement certaines de ses dispositions sur cinq ans, contrairement au général Lansana Conté qui en avait le droit conformément aux articles 92, 93, 94 et 95 de la Constitution du 23 décembre 1990. Son refus de respecter la Constitution a mis notre pays dans une situation de non-droit. Nous tournons en rond en organisant des dialogues où les acteurs politiques négocient l'application stricte des lois, en se donnant le droit de

les contourner, voire de les violer comme c'est le cas en 2013, 2015 et 2016. On ne marchande pas les dispositions constitutionnelles, c'est le péché originel de la classe politique guinéenne. Il fallait simplement mettre Alpha Condé, le véritable responsable de la crise institutionnelle, devant ses responsabilités en lui disant clairement que la Constitution est non négociable quant il s'agit de son application. Devant le peuple de Guinée et la communauté internationale, il faut brandir la Constitution pour que ça soit clair pour tous que c'est Alpha Condé qui est la source de la crise politique et qu'il doit se soumettre à la loi pour éviter le désordre dans le pays.

Revenons à notre sujet pour donner une piste légale qui nous permette d'aplanir les difficultés d'organiser les élections locales. Après une revue du Code électoral et du Code des collectivités locales qui ne viole pas la Constitution, notamment cet article 85 concernant les Commissions Administratives de Centralisation des votes, nous pouvons aisément organiser ensemble le même jour les élections des conseils de quartiers/districts, les conseils communaux et les conseils régionaux. Les électeurs Guinéens et la CENI ont déjà l'expérience du vote aux élections législatives qui requièrent deux bulletins de vote pour le scrutin de liste nationale à la représentation proportionnelle nationale et le scrutin majoritaire uninominal à un tour. Pour ces élections locales, il y aura cette fois-ci trois bulletins pour les trois scrutins des quartiers/districts, les communes et les régions. La CENI peut donc organiser sans difficultés ces élections, d'ailleurs elle n'a jamais dit que c'est techniquement compliqué de le faire, mais plutôt que ce sont les contraintes administratives et juridiques qui l'en empêchaient.

Je pense que la sagesse commande de respecter notre Constitution et de ne pas tuer dans l'oeuf la politique de décentralisation qui peut-être une bonne opportunité pour nos populations. Il doit y avoir un vrai transfert de compétences et surtout de moyens de l'Etat vers nos collectivités à la base. Nous ne voulons pas d'une utilisation politicienne de cette affaire, nous appelons simplement à plus de responsabilité les acteurs politiques pour qu'ils mettent en avant l'intérêt de nos populations meurtries par l'anti-gouvernance des dirigeants du pays. ■

Par Alpha Saliou Wann
Président de l'AFD

le populaire

Immeuble Baldé Zaïre, Manquepas, Kaloum, Conakry Récépissé N°797/PR/TPI/C Modifié par le N°65/PR/TPI/C du 18/01/02

EDITEUR, DIRECTEUR DE LA PUBLICATION & DE LA RÉDACTION

Diallo Alpha Abdoulaye
+224 655 404 294 / 622 971 896
lepopulaireconakry@gmail.com

CONSEILLER

Alain Rivière

E-MARKETING

Ahmed Tidiane Diallo
tidiani83@gmail.com

PUBLICITÉ

sandrine.lepopulaireconakry@gmail.com

REDACTEUR EN CHEF

Mady Bangoura
+224 664 294 851
bangouramady@gmail.com

SECRÉTAIRE DE RÉDACTION

Abdoul Malick Diallo
+224 666 195 620
secretariat.lepopulaireconakry@gmail.com

SECRÉTAIRE GÉNÉRALE ADJOINTE

Aissatou Diallo
+224 664 888 237
secretariat.lepopulaireconakry@gmail.com

CHRONIQUEURS

Lamarana Diallo
lmrdiallofb7@gmail.com

Marie Paule Huet

mariepaulehuet@gmail.com

Philan Traoré

bphilantraore@gmail.com

IMPRESSION

Imprimerie du Centre
+224 664 290 063
imprimerieducentre@gmail.com

L'administration pénitentiaire guinéenne à l'index Le ministre Sako y découvre un nid de réseaux mafieux

C'est un secret de polichinelle. En Guinée, les prisons sont devenues de véritables centres mafieux par où certains personnels de l'administration pénitentiaire cautionnent la sortie illégale des détenus moyennant le versement d'un certain montant. Le ministre de la Justice, garde des Sceaux, **Me Cheick Sako**, en est conscient et semble avoir pris le temps de bien décoder le noeud gordien de la situation. «*Je ne mets pas tout le monde dans le même sac. Mais, parmi vous, il y a beaucoup de gens qui sont sur un terrain d'illégalité, de corruption et de concussion. Ces éléments, on va les extirper de votre corporation*», dit-il avec fermeté. Des démarches de la validation de deux statuts sont en



Le ministre Sako à la fin de sa visite à l'administration pénitentiaire de Coronthie le 21 octobre 2016.

AVIS D'APPEL D'OFFRES

REPUBLIQUE DE GUINEE

PROGRAMME NATIONAL DE PRISE EN CHARGE
SANITAIRE ET DE PREVENTION DES IST/VIH/SIDA (PNPCSP)

APPEL D'OFFRES NATIONAL

Pour la reproduction de Manuels de formation et supports de communication en SMNI/PTME/PECP pour les Agents Communautaires et de Manuels de formation en SMNI/PTME/PECP pour les Prestataires de santé

N°/PNPCSP/FG/2016

- Le ministère de la Santé a obtenu un financement dans le cadre de la mise en œuvre des activités de Prévention de la Transmission du VIH de la Mère à l'Enfant à travers le PTA 2016-2017 de l'UNICEF pour le compte du Programme National de Prise en Charge Sanitaire et de Prévention des IST/VIH/sida (PNPCSP) pour la Reproduction de Manuels de formation et supports de communication en SMNI/PTME/PECP pour les Agents Communautaires et de Manuels de formation en SMNI/PTME/PECP pour les Prestataires de santé
- Le PNPCSP invite en conséquence les Fournisseurs éligibles à présenter des offres fermées pour la Reproduction de documents PTME (exemplaires sont disponibles au PNPCSP) en trois lots :
 - Lot 1 : Manuels de formation en SMNI/PTME/PECP pour les Agents Communautaires
 - Lot 2 : Supports de communication (Boîtes à Images) en SMNI/PTME/PECP pour les Agents Communautaires et
 - Lot 3 : Manuels de formation en SMNI/PTME/PECP pour les Prestataires de santé
- La Passation de Marchés sera conduite par Appel d'Offres National (AON) tel que défini dans le Manuel de Procédures du PNPCSP, et il sera ouvert à tous les Soumissionnaires éligibles.
- Les soumissionnaires éligibles et intéressés peuvent obtenir des informations auprès du Programme National de Prise en Charge Sanitaire et de Prévention des IST et VIH/SIDA (PNPCSP) et prendre connaissance du Dossier d'Appel d'Offres à l'adresse indiquée au point 6 du présent avis, entre 9 heures et 16 heures GMT du lundi au jeudi et de 9 heures à 13 heures les vendredis.
- Les soumissionnaires intéressés peuvent obtenir un Dossier d'Appel d'Offres complet en FRANCAIS en formulant une demande écrite à l'adresse mentionnée ci-dessous contre un paiement non remboursable de GNF TROIS CENT CINQUANTE MILLE (350.000 GNF). Le paiement devra être effectué par règlement en espèces.
- Les offres devront être soumises au secrétariat du PROGRAMME NATIONAL DE PRISE EN CHARGE SANITAIRE ET DE PREVENTION DES IST/VIH SIDA (PNPCSP), face Jardin du 02 octobre Commune de KALOUM, Conakry – République de Guinée, BP. : 3820, téléphones +224 624 19 62 09 / +224 624 19 62 97, au plus tard le 31 octobre 2016 à 10 h 00 mn. La soumission des offres par voie électronique ne sera pas autorisée.

Les offres remises en retard ne seront pas acceptées. Les offres seront ouvertes en présence des soumissionnaires qui désirent assister à l'ouverture des plis qui aura lieu le **31 octobre 2016 à 10 h 30 mn**, dans la salle de conférence du PROGRAMME NATIONAL DE PRISE EN CHARGE SANITAIRE ET DE PREVENTION DES IST/VIH SIDA (PNPCSP), face Jardin du 02 octobre Commune de KALOUM.

Conakry, le 20 Octobre 2016

Le Coordonnateur National
Dr Yousouf KOITA



cours : l'un pour l'établissement pénitentiaire, et l'autre, pour le personnel. Mais, souligne le ministre, il y a un préalable pour ne pas que les mauvaises graines puissent bénéficier de cette promotion.

D'où le changement intervenu à la Direction nationale de l'administration pénitentiaire (DNAP) avec la nomination d'un nouveau directeur par intérim en remplacement de l'ancien. «*En Guinée, on est habitué à parler. On ne prend pas de sanction. Au niveau de l'administration pénitentiaire, c'est fini ! Mais ça ne va pas être que des menaces. Vous allez être surpris*».

«*Parmi vous, il y a de bons éléments et ils ne vont pas le regretter. Il y a une grosse minorité qui organise l'évasion et la sortie des prisonniers. Ce n'est pas acceptable. Quand un agent pénitentiaire ou un régisseur est impliqué dans une affaire de sortie illégale de prisonniers, ailleurs les sanctions sont terribles*», fait-il savoir. C'est une réalité. Récemment, plusieurs détenus condamnés à perpétuité ont été sortis illégalement des prisons de Conakry et de Kindia. Le démantèlement est en cours. Les sanctions ont commencé à tomber avec la suspension du régisseur de Boké et la condamnation de celui de Pita pour complicité d'évasion.

«*J'ai découvert des réseaux mafieux dans l'administration pénitentiaire à tous les niveaux. Ceux qui font ça ont déclaré la guerre non seulement au ministère de la Justice, mais également à la République. Si vous vous mettez à faire des actions illégales, notamment les mutations et les permissions inconsidérées, ça veut dire que vous vous mettez en dehors des règles de droit. Et là, le châtiment sera impitoyable*».

De la promesse, Cheick Sako passe aux actes. Soupçonné d'être impliqué dans la sortie illégale des détenus, Alpha Tanoundi Camara, jusque-là directeur de l'administration pénitentiaire, est déjà rappelé à son ancien poste de chargé de missions au ministère de la Justice. Et ce n'est pas tout !

Par Abdoul Malick Diallo

Ils ont dit



M. Toru Yoshikawa, Chargé d'affaires de l'Ambassade du Japon à l'occasion de la remise d'équipements pour 21 centres de traitement épidémiologiques en Guinée : «*Il s'agit donc d'équiper en tables, bureaux, chaises, et armoires les 21 CTEpi, afin de garantir une couverture géographique étendue de la veille épidémiologique sur le territoire guinéen. La surveillance sera ainsi plus fine, et la capacité de réponse à d'éventuelles épidémies sera renforcée. Par ce don, le Japon fournit également 2 caméras thermographiques, ainsi que 100 thermo flashes, à l'aéroport de Conakry, afin d'améliorer la capacité de contrôler la température des voyageurs entrant et sortant du territoire guinéen. Enfin, des doses de Favipiravir pour 2000 personnes sont également fournies. Le Favipiravir est un médicament de traitement d'Ebola développé et fabriqué par la société japonaise Fujifilm. Ces doses s'ajoutent à celles qui ont déjà été données depuis le début de l'épidémie Ebola, et qui ont beaucoup contribué à la lutte contre le virus. Ce renforcement des capacités des structures sanitaires en Guinée s'inscrit d'ailleurs dans les réflexions de la Conférence Internationale de Tokyo sur le développement de l'Afrique, TICAD, dont la 6ème édition a eu lieu pour la première fois en août dernier en Afrique, au Kenya. Un des thèmes de cette TICAD VI a en effet été le renforcement de la résilience des systèmes de santé en Afrique. Les équipements que nous remettons aujourd'hui traduisent donc en acte les engagements du Japon envers les pays africains, et particulièrement envers la Guinée*».



Lansana Kouyaté, leader du Pedn, sur l'accord politique, le 17 octobre 2016 à Espace FM : «*Je n'ai jamais été membre de l'opposition républicaine. (...) Mais j'accuse le président de l'UFDG de m'avoir, ainsi qu'à d'autres, fait courir de tels risques et finir comme laudateur de (Alpha Condé) celui qui était à nos yeux à tous comme coupable*».



Mohamed Camara, juriste, à propos de l'accord politique 2016 : «*Je pense qu'ils n'ont pas appris de leurs propres erreurs. Parce qu'ils veulent que la Ceni soit une Ceni intermédiaire entre une Ceni politique et une Ceni technique. Je pensais qu'en tirant des enseignements au niveau de la Ceni politique, ils allaient reporter carrément tout, pour qu'on ait une Ceni technique digne de ce nom. Etant donné qu'ils n'ont pas voulu que ce soit une Ceni technique, je pense que le problème n'est pas résolu totalement*».

L'honorable Pépé Toupou revient à la charge Que Faya Millimouno cesse de droguer ... !

La mouvance de l'opposition est plus que jamais divisée depuis le consensus auquel elle est parvenue avec le pouvoir le mercredi 12 octobre dernier, notamment à travers la signature d'un accord qui tient compte de la totalité des points à l'ordre du jour. Depuis, des voix se sont élevées pour crier à la prise en otage du peuple. Le député uninominal de Macenta s'en fait écho. L'honorable Pépé Toupou monte au créneau pour éclairer la lanterne des uns et des autres sur la question. Par la même sortie, il rappelle le leader du Bloc libéral, Dr Faya Millimouno, à l'ordre.

Le Populaire : Mouvance présidentielle et opposition sortent d'un dialogue autour duquel elles sont parvenues à un consensus relatif notamment à la tenue des élections locales en février 2017. Quelle lecture en faites-vous ?

Honorable Pépé Toupou: Vraiment, je tire le chapeau aux deux parties. Ça a été un chef-d'œuvre. Ça a été une réussite. Je vais profiter de l'occasion pour saluer tous les acteurs qui s'y sont mis, qui ont contribué et qui ont mis un peu d'eux-mêmes pour qu'ils en viennent à ce consensus, au nom de la paix qui n'a pas de prix. Puisque ce dialogue a été fait pour éviter les crises, les marches et autres revendications, pour que chacun se sente concerné dans le fonctionnement de la vie du peuple. S'ils sont parvenus à un accord consensuel, on ne peut que s'en féliciter et remercier les uns et les autres.

Sauf que le mot consensus n'aura eu qu'une courte durée. Car, au sortir seulement de ce dialogue, il y a une frange de l'opposition qui a tapé du poing sur la table pour exprimer son désaccord. Ça vous dit ?

Je pense à ce niveau que c'est de la politique politicienne. Et que si une frange de cette opposition se dégage pour mettre en cause cet accord, ils l'ont fait parce qu'ils ne pensent pas avoir l'intérêt qu'ils escomptaient. C'est pourquoi ils sont en train de s'agiter. Mais, cela ne pourra en aucune manière troubler l'accord obtenu. Et je vous remercie pour cette tribune que m'offrez pour donner mon opinion par rapport à ce débat. Parce que ça me permet de contribuer à éclairer la religion de nos concitoyens. Puisque nous avons aujourd'hui des soi-disant intellectuels qui ne vivent que de la confusion. Tant qu'il n'y a pas de confusion, ils ne peuvent pas vivre. Voilà des partis qui pensent que c'est une ruse de dire au peuple : « les deux partis-là marchent sur vos droits. Ils sont en train de confisquer vos droits. On est en train de nommer les chefs de quartiers ». Mais c'est du faux ! C'est du bluff ! C'est de la tromperie ! Parce qu'ils savent qu'il a été dit que des communales, on fera d'une pierre deux coups. Elles vont rebondir sur les élections des districts et des quartiers. En quoi faisant ? Même à l'élection présidentielle, les calculs commencent à partir du bureau de vote. De là, on peut savoir dans ce bureau de vote X quel est le parti qui a eu une majorité. C'est un peu un jeu de ce genre-là. Qu'on dise que la liste d'un parti X ou la liste

d'un candidat indépendant a une majorité, cela part d'un score. C'est la même élection qui va mettre le maire ou le conseil à une proportion au niveau d'une commune. C'est la même élection qui va dire que cet autre parti aura tel score. Et au niveau des districts, il faut comprendre que c'est le scrutin majoritaire uninominal à un tour. Alors qu'au niveau des quartiers, c'est le scrutin à la représentation proportionnelle. Mais ce qu'il y a, et l'Administration du territoire, et la CENI n'auront de répit qu'après avoir clôturé toutes les élections, qu'après avoir mis en place les conseils de districts et de quartiers. Or, à leur entendement, si le RPG gagnait à Matoto, ça veut dire que le parti ira dire : « X, c'est toi le chef de quartier de Matoto. Y, c'est toi le chef de cet autre quartier ». Non, ce n'est pas comme ça ! Puisque beaucoup de partis peuvent diriger un quartier. C'est la proportionnelle là-bas. Ça veut dire que ce n'est pas un seul parti qui va gagner. Au niveau des districts, ce n'est pas compliqué. Celui qui a la majorité - même simple - va gagner. Et c'est sa liste qui va passer. Faya Millimouno qui crie sur tous les toits, peut-être qu'il peut avoir la chance d'avoir une position confortable au niveau d'un quartier. Mais tout le problème c'est quoi ? Aujourd'hui, ils se font passer pour les plus grands éloquents, les plus grands éléments du dialogue. C'est bon ! Mais quand ils font une introspective, ils se disent : « Ah, attention ! Je mouille le maillot, mais au finish, qu'est-ce qui va être mon résultat ? » Et ça, c'est indépendant d'eux, c'est indépendant de n'importe qui. Ça veut dire que c'est sa capacité à mobiliser et son assise populaire qui vont lui conférer des positions. Ce ne sont pas des cadeaux qu'on va faire. Ce n'est pas parce que Faya sait parler sur tous les toits. Ce n'est pas parce qu'il sait utiliser les verbes par-ci, par-là qu'il va avoir le même score que le RPG. Non ! S'il sait parler, il accompagne, on arrange. Mais il n'aura que ce qu'il mérite. Voilà le problème ! Donc, je veux qu'il cesse de droguer la population en disant que celle-ci est trompée, qu'on est en train de marcher sur les droits de celle-ci. Ce n'est pas vrai ! Cependant, je suis sûr qu'il n'y a pas de textes juridiques qui permettent de faire une élection correcte au niveau des districts, parce qu'au niveau de la Loi n°134 et 135, le législateur d'hier a volontairement omis de faire comprendre les quartiers comme étant des collectivités organisées, des collectivités

décentralisées pouvant être gouvernées comme des communes. Parce que quand les communes ont été investies du pouvoir de collectivités, il a fallu un accompagnement. Et jusque-là, il y a un accompagnement à faire à ce niveau. Parce qu'on est obligé de mettre autour des élus, d'abord, un secrétaire général qui va

raison. Le consensus est un accord tacite d'une majorité de l'opinion publique sur certaines questions.

Alors que la mouvance présidentielle se la coule douce ...

Au niveau du RPG, nous avons des alliés tout comme la mouvance de l'opposition en a

dans les paroles. Il est intervenu très peu. Et quand il devait intervenir, c'est quand c'était nécessaire. C'est quand on ne pouvait pas se passer de parler. Et en ce moment, les gens l'écotent. Mais s'opposer par-ci, insulter par-là ne font de quelqu'un un grand politique. Sinon vous aurez un grand parti dans le sens de troubler la quiétude sociale au pays. Voilà ! Je prie donc la population de comprendre que dans aucun passage il n'y a coup de force contre elle. C'est fort probable que le ministère de l'Administration rédige une feuille de route pour dire aux gens : « Voilà, une fois que vous serez candidat pour tel quartier, la mise en place du conseil sera faite de telle et de telle autre façon ». Ce n'est pas un laisser-aller contraire-ment à ce qu'on dit que l'Ufdg ira mettre qui il veut dans tel ou tel autre quartier. Non, ce n'est pas comme ça ! En tout cas, chacun des partis va faire une liste. Et c'est sur la base de ces listes que la proportionnelle au niveau des quartiers va être faite. Et si ce sont des listes au niveau des districts, celle qui aura la majorité simple va gagner.

Nous voici au terme de cet entretien. Quel score pronostiquez-vous pour le RPG Arc-en-ciel à quelque 4 mois de ces consultations ?

Il n'y a aucun doute. Tous les ingrédients sont réunis pour infliger une lourde défaite à nos concurrents. Ils peuvent témoigner en toute franchise que nous ne sommes pas une coquille vide. C'est-à-dire que c'est une majorité réelle que nous allons avoir. Nous allons

Honorable Pépé Toupou: «De cette élection, on va déboucher sur la mise en place des conseils de quartiers et de districts. Je ne vois pas un mal à cela. C'est un consensus.»

représenter l'Etat. Ensuite, une administration. C'est-à-dire que le service de l'Elevage y sera représenté. Le service de l'Hygiène, de la Santé, de l'Agriculture, bref, tous les secteurs d'activités de la vie d'un pays doivent y être représentés. Donc, ce n'est pas une petite affaire. Et pour que l'on mette tout cela, il faut réfléchir longtemps pour savoir si cela ne va pas représenter une charge financière vraiment insupportable. C'est pourquoi le législateur d'hier s'est limité au niveau des communes urbaines et des communes rurales. Il faut une longue réflexion autour de ça pour qu'on ne fasse pas d'erreurs. Parce que si on dit qu'on investit les quartiers et districts comme des collectivités décentralisées, à gouvernance autonome, on est obligé de les doter de tout le personnel nécessaire pour qu'ils aient cette autonomie, et des ressources y afférentes. Donc, voilà pourquoi le législateur d'hier a volontairement omis de prévoir que les quartiers fassent partie des collectivités décentralisées. Maintenant que le problème se pose, l'Administration du territoire, qui jouait le rôle hier, a pensé qu'il peut céder celui-ci rôle à ces acteurs qui crient à la dictature, qui disent que c'est le gouvernement qui nomme les présidents des conseils de quartiers et de districts. L'Administration du territoire s'en est dessaisie pour le mettre à la disposition de ces mêmes acteurs, mais, sans textes juridiques. Et pour que nous ne consacrons pas tout le mandat du président aux élections, on a dit de coupler celles-ci. D'une pierre, on va faire deux coups. On va élire. Et de cette élection, on va déboucher sur la mise en place des conseils de quartiers et districts. Je ne vois pas un mal à cela. C'est un consensus. Et il faut que les gens comprennent que le dialogue n'est pas un débat devant une juridiction où chacun vient plaider son innocence ou faire prévaloir sa

elle aussi. Nous avons une composante. Mais chez nous, il n'y a pas eu ce remous. Donc, ce sont toujours les mêmes éléments qui compliquent les débats, qui compliquent la position de l'opposition. Ce sont les mêmes éléments qui se font remarquer maintenant. Et moi, j'ai oui dire même de la part de certains membres de l'opposition que c'est M. Faya



Honorable Pépé Toupou: «M. Faya Millimouno (sur cette photo) complique tous les problèmes au niveau de l'opposition. Il ne s'adosse à rien et il veut que par les verbes seulement, on lui concède une position de grand parti politique.»

Millimouno qui, généralement, complique tous les problèmes au niveau de l'opposition. Il ne s'adosse à rien et il veut que par les verbes seulement, on lui concède une position de grand parti politique. Ça ne se passe pas comme ça. Ça ne marchera jamais comme ça. Il faut donc qu'il se détrompe ! Il n'aura de rang de grand parti que quand il aura mobilisé à la mesure des grands partis à l'image du RPG. S'il ne peut pas mobiliser, les verbes-là ne lui donneront rien. C'est un homme de grandes paroles. Alors, nous, on a fait l'opposition. Pendant tout le temps, notre président a toujours été sobre

rafler le maximum de communes. Parce que le président est en train de bien remplir son mandat. En tout cas, d'un bout à l'autre, les citoyens vont intervenir dans la désignation de leurs futurs dirigeants à la base. Contrairement au coup de force au peuple dont Faya fait état.

Merci Honorable !

Les remerciements sont partagés.

Réalisé par
Mady Bangoura

PRIMATURE

N° 0001/CAB.P....

REPUBLIQUE DE GUINEE
Travail-Justice-Solidarité

Conakry, le 16 Septembre 2016

Avis d'Appel d'Offres Cas sans pré qualification
Avis d'Appel d'offres Ouvert (AAO)
PRIMATURE
DAO 01/CAB.P/PRMP/2016

1. Cet Avis d'appel d'offres fait suite à l'Avis Général de Passation des Marchés paru dans le Journal des Appels d'Offres et Offres d'emploi du lundi 25 avril 2016.
2. La Primature a obtenu dans le cadre de l'exécution de son budget exercice 2016 des fonds et a l'intention d'utiliser une partie de ces fonds pour effectuer des paiements au titre du Marché de fourniture de deux (02) véhicules 4X4 sortie d'usine. Les véhicules seront fournis à la Primature dans un délai de trente (30) jours.
3. La Primature sollicite des offres sous pli fermé de la part des candidats éligibles et répondant aux qualifications requises pour fournir ces véhicules en un lot unique. Aucune offre par variante ne sera prise en considération.
4. La participation à cet appel d'offres ouvert tel que défini aux articles 20 et suivants du Code des marchés publics concerne tous les candidats éligibles et remplissant les conditions définies dans le présent Dossier d'Appel d'Offres Ouvert et qui ne sont pas concernés par un des cas d'inéligibilité prévus à l'article 51 du **Code des Marchés Publics**.
4. Les candidats intéressés peuvent obtenir un dossier d'appel d'offres complet auprès du service des marchés publics de la Primature contre un paiement non remboursable d'un million (1 000 000) de francs guinéens, repartie comme suit :
 -70% au compte N° 4111071 « Receveur Central du Trésor ».
 -30% au compte N° 2011000307 de l'ARMP ouvert à la BCRG.
5. Les exigences en matière de qualification sont : (Voir le document d'Appel d'offres pour les informations détaillées).
6. Les offres devront être rédigées en langue française et devront être déposées en quatre (04) exemplaires dont un (01) original et trois (03) copies à l'adresse
7. ci-après : Direction Nationale des Marchés Publics/au plus tard le 19 octobre 2016 à 10h 00. Les offres qui ne parviendront pas aux heures et date ci-dessus indiquées, seront purement et simplement rejetées et retournées aux frais des soumissionnaires concernés sans être ouvertes. Les offres seront ouvertes le cas échéant, en présence d'un observateur indépendant et des représentants des Soumissionnaires qui désirent participer à l'ouverture des plis et, à l'adresse : **Rép de Guinée Conakry, Coronthie, Commune de Kaloum, Immeuble Kanfarandé 3ème, Etage, le 7 novembre 2016 à 11h**. Les offres doivent comprendre une garantie de soumission d'un montant de 1,5 % du montant de son offre.
 Les offres devront demeurer valides pendant une durée de quatre-vingt-dix jours (90) jours à compter de la date limite de soumission.

La Directrice de Cabinet

Mme BANGOURA NDIK CONDE



RÉPUBLIQUE DE GUINÉE

Travail - Justice - Solidarité

HAUTE AUTORITÉ DE LA COMMUNICATION



APPEL D'OFFRES POUR LA CONCEPTION ET L'IMPRESSION DE CARTE PRESSE PROFESSIONNELLE

La Haute Autorité de la Communication (HAC) lance un appel d'offres public pour l'attribution du marché de conception et d'impression de mille (1000) cartes de presse professionnelles numériques/sécurisées 2017-2018, pour les professionnels de l'information et de la communication en République de Guinée.

A cet effet, la Haute Autorité de la Communication invite les prestataires intéressés à présenter un dossier de soumission comprenant :

- 1- Une lettre d'intention et de motivation ;
- 2- Une offre technique sous enveloppe séparée scellée A4 ;
- 3- Une offre financière sous enveloppe séparée scellée A4 ;
- 4- Des spécimens de cartes, trois (3) au maximum par soumissionnaire, contenant obligatoirement, entre autre, le logo de la HAC.

Le tout doit être mis sous pli cacheté dans une seule enveloppe A3 portant impérativement la mention suivante :

OFFRE No.1-2016/HAC/CARTE DE PRESSE 2017-2018.

Elle doit être déposée au Secrétariat Central de la HAC, sis au palais du 25 Aout, Cité des Nations à Kaloum.

La date, la signature, le nom de la secrétaire et le cachet de réception feront foi et serviront d'accusé de réception.

Les soumissionnaires sont invités à faire figurer sur l'enveloppe extérieure leur raison sociale et leur adresse afin de les identifier.

Pour toutes informations complémentaires concernant cet appel d'offres vous pouvez contacter le Président de la Commission de Sélection de la Carte de Presse El Hadj Ousmane Camara au 622 73 98 50.

Une fois la décision d'attribution prise les soumissionnaires seront informés par écrit.

La date limite d'envoi de l'offre est fixée au 31 Octobre 2016.

Conakry, le 20 octobre 2016

Pour la Haute Autorité de la Communication

La Présidente



Mme Martine CONDE

Aux excommuniés de l'Ufdg et à tous les détracteurs de l'accord Fodé Oussou lance des diatribes

Aux détracteurs de l'Ufdg qui reprochent l'accord politique, Dr Fodé Oussou Fofana envoie des piques et des remontrances. Chacun selon la dose qu'il mérite.

Comme un impérieux préalable à la décrispation politique, Alpha Condé et Cellou Dalein Diallo ont accordé leurs violons. Un accord a été signé dans ce sens le mercredi 12 octobre 2016. Contre toute attente, des détracteurs issus de classe politique et de la Société civile se lèvent de concert pour tenter de le « saboter ». Signes de panique et de frustration dans les rangs des groupuscules de profiteurs logés dans la même enseigne que les membres vertueux de la Société civile et des leaders de partis sans assise politique réelle, habitués qu'ils sont à

l'issue desquelles, chaque parti politique prouvera ce qu'il représente. « Même si tu es 3e force politique, on va évaluer ce que tu représentes par rapport au premier et au deuxième. Si le premier a 19, le second a 17 et le 3e a 0,5, c'est que tous ceux qui sont derrière sont dans la même catégorie parce qu'ils ne représentent absolument rien ». Le député Fofana s'est aussi étalé sa verve sur la Société civile « qui était dans un coma profond » et qui ne se réveille que quand on parle de dialogue.

« Maintenant-là, ils sont en train de calculer qui va remplacer Bakary Fofana (actuel président de la Ceni). La Société civile a toujours présidé la Ceni, mais elle n'a jamais organisé des élections crédibles. Feu Ben Sékou Sylla, Lounçeny Camara (ministre en charge de l'Habitat), Bakary Fofana et maintenant, il y a quelqu'un qui s'agit parce qu'il veut remplacer l'actuel président de la Ceni. Nous savons que les gens qui sont dans la Société civile se battent pour être ministres. C'est comme ça depuis le temps de



Le Vice-président de l'Ufdg déclare que les autres formations politiques qui se plaisent dans leurs positions de 3e, 4e ou 5e force politique ont peur d'aller aux élections de février 2017.

vivre de transhumance avec pour seul fonds de commerce: attiser le feu et provoquer des crises de nerfs dans le camp du principal parti d'opposition et celui de la mouvance présidentielle. Parmi eux, il y a des partis qui ont coupé tous liens avec leur ancien tracteur électoral à l'image du malade gifleur de son médecin. Ainsi que les derniers de la liste des excommuniés qui prenaient d'importantes perfusions (...) mais qui ne parvenaient pas à se tailler, ne serait-ce qu'une portion de base électorale, et qui ont maintenant l'émotion trouble.

Pour dissimuler leur peur bleue d'être scotchés à la déculottée au lendemain de la publication des résultats du scrutin électoral, ils grossissent les rangs et font front commun avec ceux qui ont osé élever le ton dès la signature de l'accord.

Le vice-président de l'Ufdg déclare que le RPG et l'Ufdg sont les deux plus grands partis en Guinée. Pour Fodé Oussou Fofana, les autres formations politiques qui se plaisent dans leurs positions de 3e, 4e ou 5e force politique ont aujourd'hui peur d'aller aux élections communales de février 2017. A

Sékou Touré, de Lansana Conté et même au temps du CNDD.»

Gare aux indépendants !

L'Ufdg emboîte le pas à la mouvance présidentielle qui a mis en garde ses cadres contre les candidatures indépendantes. « Notre position par rapport à ces élections est très claire. Nous ne voulons pas de listes indépendantes. Quiconque présente une liste indépendante n'est pas de l'Ufdg. Je voudrais dire ici aux responsables de l'Ufdg - de la base au sommet - que quiconque passe dans les radios pour dire qu'il est candidat, sera traité comme candidat indépendant parce que nous nous n'accepterons pas l'indiscipline ». Fodé Oussou peut continuer à crier son « on n'en peut plus » avec cette Société civile, véritable caisse de résonance de certains politiques en perte d'orientation, qui se fourvoie dans une démarche discordante, incrédule, et sermonne sans cesse l'accord politique du 12 octobre sous prétexte d'une violation des dispositions légales. Mais tout va se savoir au résultat final.

Par Abdoul Malick Diallo



Le ministre **Damantang Albert Camara** en entretien avec le Directeur général **Malick Sankhon** peu avant le lancement de la récente innovation de la CNSS.

Percevoir sa pension via son téléphone

L'innovation de la CNSS qui simplifie le paiement des pensions aux retraités

Après avoir réussi l'ouverture des agences de proximité à Matam, Matoto et Ratoma en vue de décongestionner davantage son siège de Kouléwondy à Kaloum, la Caisse nationale de sécurité sociale (CNSS) simplifie le processus de paiement des pensions à ses assurés.

C'est dans cette optique qu'elle a procédé mardi 18 octobre au lancement d'un nouveau produit qui consiste à aider les assurés sociaux bénéficiant de ses prestations à entrer en possession de leurs pensions à partir de leurs localités d'habitation respectives. Pour cela, la CNSS a sollicité les services de l'opérateur de téléphonie mobile MTN avec son portefeuille électronique **MTN Mobile Money**. Selon le directeur général de la Caisse nationale de sécurité sociale, **Malick Sankhon**, l'objectif fondamental recher-

ché vise à faciliter aux retraités, notamment ceux du 3e âge, l'accès rapide à leurs pensions dans la discrétion, la sécurité, la sûreté et sans fournir assez d'efforts comme par le passé.

Avantages de l'innovation pour le retraité

Se souvenant des difficultés qu'éprouvaient jusque-là les retraités avant d'entrer en possession de leur argent, le président du Conseil d'administration de la Cnss, le **syndicaliste Mamadou Mansaré** s'est félicité de cette

innovation qui mettra désormais ses protégés à l'abri de plusieurs incidents. Pour accéder à sa pension, le retraité ayant un numéro de téléphone MTN souscrit à MTN Mobile Money, et peut désormais percevoir le montant de sa pension tout près de chez lui sans être obligé de parcourir des kilomètres pour se le procurer.

Le retraité n'a rien à perdre. Plutôt, il a beaucoup à gagner. Le syndicaliste **Mamadou Mansaré** rappelle que tout ce qui a été négocié l'a été à l'avantage du retraité.

En tant que président du Conseil d'administration de la CNSS, M. Mansaré est satisfait du devoir accompli. «*Nous avons négocié pour les retraités, mais nous l'avons fait pour nous-mêmes, parce que nous sommes tous appelés à être retraités un jour*», a-t-il déclaré. Présidant la cérémonie, le ministre de l'Enseignement technique, de la formation professionnelle et du Travail, par ailleurs porte-parole du gouverne-

ment a évalué la nouvelle option de la Caisse à sa juste valeur. Toute chose qui, aux dires de **Damantang Albert Camara**, reste «*une dynamique d'efficacité et d'innovation qui honore*» le département dont il a charge de diriger. Au nom de ses collègues retraités, le **doyen Mamadou Saliou Bangoura** a remercié les initiateurs de ce projet qui les met désormais à l'abri des *pickpockets* de la part de ces voleurs dont ils étaient souvent victimes en tentant de rallier leurs domiciles respectifs après qu'ils aient reçu leurs maigres pensions.

Il a par la suite plaidé auprès de **Mamadou Mansaré**, de **Malick Sankhon** ainsi que de leur ministre de tutelle **Damantang Albert Camara** à revoir à la hausse leurs pensions qu'il juge dérisoires.

Par Mady Bangoura

Que représente pour vous cette innovation de la Cnss ?



Djibril Barry
Retraité 2002 à la SBK

«Cette nouvelle, si elle est appliquée, alors le retraité est gâté. Puisque les efforts que je fournissais pour me rendre à la CNSS étaient accompagnés de stress et de gros risques. J'évitais des véhicules par-ci, des motards par-là. Aujourd'hui, tout cela est fini. Donc, cette nouvelle mesure est plus que salutaire, surtout pour un homme du 3e âge comme moi qui roule avec mes 72 ans. Je me lève très tôt le matin pour venir chercher combien ? Une maigre pension. Ils ont fait leur devoir et nous ne pouvons que les remercier.»



Fodé Mamoudou Diallo
Retraité 2002 à la SBK

«Ils ont fait leur devoir et nous ne pouvons que les remercier, les féliciter et prier à ce que Dieu les protège. Je n'ai pas grand-chose à dire. Vraiment, encore une fois nous les remercions et souhaitons que cela se passe dans les conditions les meilleures. La nouvelle qu'on nous a apprise ici au siège de la CNSS nous rassure à plus d'un titre. Et si elle réussit, nous en serons fiers et resterons éternellement reconnaissants aux initiateurs de cette nouveauté qui va nous faciliter la vie, même si elle est venue tardivement.»



Mamadou Kanté
Soudeur spécialiste retraité de l'OBK

« De tous les pensionnés, j'avoue que je suis le plus fier que cette innovation soit intervenue maintenant. Parce que ça va me faciliter la vie désormais. Puisque quoi qu'il soit insignifiant, l'argent qu'on perçoit au titre de la pension, cela aussi après 4 mois, même si on nous dit que c'est le trimestre, je pourrai désormais rentrer chez moi à Labé où je vais rester tout tranquille. Je fais mes petits travaux et reçois mon argent tout près de chez moi à chaque fois qu'il y a la paie. »



Mohamed Yansané
Retraité 2002

«Nous souffrons beaucoup. Nos pensions sont minables, avec toutes les charges familiales auxquelles nous faisons face. Le déplacement aussi. Mais avec cette opération MTN Mobile Money, ça me mettra à l'abri des déplacements quand même d'Enta à Kouléwondy ici au centre-ville. Le hic est que je n'ai pas un numéro MTN. Aussi, les autorités doivent revoir à la hausse nos pensions. 1 million 160 mille FG après tous les 4 mois, c'est vraiment dérisoire. Ça ne reflète pas le service qu'on a rendu à ce pays.»

M. Moussa Traoré, chef de service des pensions à la Cnss, explique... Les avantages pour le retraité

Après la biométrie, la bancarisation des pensions et la création des agences de proximité, la direction générale de la Caisse nationale de sécurité sociale (CNSS) fait encore des merveilles à la satisfaction de ses assurés sociaux. Elle met à la disposition de ceux-ci une **banque électronique** leur permettant faire des transactions via leurs comptes à travers tout le pays.

L'idée qui a amené à cela, les avantages qu'en tirent les pensionnés et la satisfaction du devoir accompli sont épluchés dans cette entrevue par **M. Moussa Traoré**, chef du Service des pensions à la Cnss.

Le Populaire : Aujourd'hui, vous procédez au lancement d'une nouvelle opération dénommée MTN Mobile Money. Qu'est-ce qui a prévalu à cette innovation ?

Moussa Traoré : En fait, c'est vraiment une réalité quand vous dites que nous avons innové. Effectivement, la Direction générale a innové dans le sens de la facilitation des paiements des pensions à nos nombreux assurés. Comme vous le savez, ce sont des personnes d'une tranche d'âge qui sont entrées dans une période où il y a la fatigue dans le déplacement. Pour donc faciliter ces paiements à nos pensionnés pour ne pas qu'ils se déplacent de leurs domiciles respectifs pour la Direction générale, nous avons pensé d'abord à la création des agences de proximité dans certaines communes de la capitale, à savoir : Matam, Ratoma et Matoto. Là, c'est pour être plus proche des pensionnés. Et tout récemment, la Direction a aussi initié le paiement par la banque électronique. Nous avons essayé de travailler avec les compagnies de téléphonie mobile. Et c'est MTN qui a favorablement répondu à notre appel. C'est pourquoi aujourd'hui, vous voyez ici cette société qui est à nos côtés pour nous accompagner dans cette noble mission. Et on s'est rendu compte qu'il y a beaucoup de pensionnés qui quittent très loin. Il y en a certains qui quittent jusqu'à Coyah, et parfois Dubréka, qui paient des transports très énormes pour venir toucher leurs pensions. Et pour se lever très tôt, venir ici, c'est vraiment une corvée. Le problème de déplacement aujourd'hui à Conakry, c'est un peu difficile. Donc, c'est tout cela qui a prévalu à cette idée de paiement facile à nos nombreux pensionnés. Si vous vous souvenez bien, au mois de janvier dernier, nous avons initié la biométrie. Nous sommes

partis jusqu'chez les malades, à domicile, pour leur payer leurs pensions. Alors, c'est pourquoi nous nous sommes dit qu'à travers la téléphonie mobile, nous pouvons payer les pensions à partir des téléphones. Et que le pensionné qui sait que l'échéance est arrivée, il est dans son lit, quand il se réveille le matin, il

suffit de vérifier la messagerie pour voir que sa pension est là dedans. Et si sa pension est là-dans, il suffit qu'il se déplace pour aller même pas dans son quartier, mais dans son carré ou derrière sa maison pour retirer sa pension. Vous voyez comment c'est facile ? Sans compter que les pensionnés qui viennent ici. S'il faut rester

jusqu'à 14H ou 15H pour retourner à domicile, c'est un peu difficile. Et certains dans la bagarre pour trouver un moyen de déplacement pour la maison, il y a des pickpockets. Vous voyez combien de fois c'est compliqué ? Donc, beaucoup reviennent nous voir pour dire : « Ah, moi j'étais parti pour m'embarquer. Malheureu-

sement, on a retiré ma pension. Donc, avec la téléphonie mobile, ça ne sera plus le cas. C'est là d'ailleurs que nous saluons davantage cette innovation. Parce qu'elle facilite la transaction et sécurise les pensionnés.

Très salubre, cette idée. Mais est-ce qu'en y souscrivant, vous vous êtes intéressé un peu à savoir si tous les pensionnés sont détenteurs de téléphones et plus loin porteurs de numéro de l'opérateur MTN ?

Comme je vous l'ai dit, c'est une opération dans laquelle la société MTN nous accompagne. Et dans ce travail, pour des personnes qui adhèrent et qui n'ont pas MTN, la société leur offre gratuitement la carte SIM. Vous voyez l'avantage ? Vous ne payez pas la puce. On vous l'offre gratuitement. Et vous n'avez qu'à la mettre dans un téléphone.

A combien peut-on évaluer ce qui est retiré en contrepartie ? Est-ce que cela équivaut au transport ou que c'est un montant forfaitaire qui est prélevé ?

Déjà, il suffit de jeter un coup d'œil au niveau de nos nombreux pensionnés qui sont là. Pour le pensionné qui habite par exemple à Madina. D'abord, la nuit, il sait qu'il faut qu'il soit matinal pour être là. C'est déjà un stress dans la tête. Il paie le transport. Quand il arrive, le petit déjeuner, il doit le payer. Et ici à la Caisse, on appelle par numérotation, s'il se trouve que son numéro est loin derrière et n'arrive que vers 14H ou 15H, il faut qu'il se trouve à manger. Donc, si vous évaluez tout cela par rapport au montant dérisoire prélevé par MTN, vous vous rendez compte que c'est très insignifiant.

Et vous de la CNSS, quel bénéfice en tirez-vous ?

L'avantage que nous avons, c'est d'être plus proches de nos assurés. Il n'y a pas de contrepartie financière, parce que c'est notre mission de les protéger, de leur faciliter des choses. Donc, nous partons vers eux.

Avez-vous la satisfaction du devoir accompli ?

Bien entendu ! Parce qu'aujourd'hui, les pensionnés qui ont accepté d'aller dans les agences de proximité, ils sont très satisfaits.

Réalisée par
Mady Bangoura



M. Moussa Traoré
Chef du Service des pensions à la CNSS.



La satisfaction se lit dans le visage du maître de cérémonie, Mohamed L. Coker Bangoura. Idem chez le représentant de MTN, Gilbert Camara et le porte-parole des retraités, Mamadou S. Bangoura.



Mamadou Mansaré,
président du Conseil
d'administration de la
Cnss, est satisfait du
devoir accompli.



CAISSE NATIONALE DE SÉCURITÉ SOCIALE

*L'assurance d'une vie bien protégée
La CNSS, l'institution qui garantit
les travailleurs et leurs familles*

Elle assure

Des indemnités de maternité et des prestations familiales
Des prestations en nature et en espèces, en cas d'accidents
du travail et maladies professionnelles
Des pensions de retraite de survivants et d'invalides
Des prestations de l'assurance maladie



Antonio Souaré: le choix positif de la Fifa

Après la Confédération africaine de football (CAF), l'instance suprême du football mondial la FIFA vient encore d'honorer le pays en désignant notre compatriote **Antonio Souaré** en qualité de commissaire du match des éliminatoires de la **Coupe du monde Russie 2018** qui opposera le Maroc à la Côte d'Ivoire le 12 novembre prochain à Marrakech. Cette marque de confiance à l'endroit d'un guinéen prouve à suffisance le rôle grandissant et la contribution positive de la Guinée dans le concert international du football. Nul n'ignore déjà les retombées positives des actions d'**Antonio Souaré** dans le cadre de la promotion du sport guinéen.

Que la nouvelle équipe dirigeante du football mondiale, sous l'égide de **Gianly Infantino**, jette son dévolu sur un dirigeant que la CAF avait elle aussi choisi sur le plan de la réorganisation de ses commissions ! Il faut préciser que le président de la **Ligue de football professionnel Antonio Souaré** est membre de la commission inter-club de la CAF. Cette désignation est le signe précurseur de ce que pourra être l'apport de la Guinée dans le développement du football mondial qui est à l'orée de vastes restructurations sur le plan universel.

Du nombre de participants à la Coupe du monde dans les années à venir à l'augmentation du quota africain pour les phases-finales dans la rotation continentale de l'épreuve reine du football, est le prélude que l'Afrique jouera avec cette génération de dirigeants un rôle prépondérant avec ses 154 associations nationales de football.

Dans tous les cas, **Antonio Souaré** est aujourd'hui le leader de la promotion du sport guinéen en football, notamment à travers son centre omnisports de Yorokoguia, sa société de jeux et de loterie Guinée Games, le Horoya Athletic club - qu'il préside - encore champion de Guinée et son groupe multimédias à vocation panafricaine CIS Medias incluant **CIS Radio** et **CIS TV**.

Il est à la tête du groupe GBM, un holding créateur d'emplois pour des milliers de jeunes guinéens, africains et expatriés. Ingénieur Télécoms de son état, **Antonio Souaré**, pur produit de l'université guinéenne, montre la voie à suivre non seulement aux hommes de sa génération, mais aussi aux générations actuelles et futures.

Par **Ibrahima Diallo**
DG liberté Fm



Antonio Souaré.

Oui, la Guinée va briller au Maroc !

A son installation au palais Sèkhoutouréya, le président Alpha Condé - sur la photo - n'a pas affirmé gratuitement que la Guinée est de retour. Depuis le 21 décembre 2010, son slogan *Guinée is back* se traduit dans les actes. Résultat: il est l'actuel président de l'Initiative africaine des énergies renouvelables. Ce n'est donc pas envoyer une délégation pour représenter le pays à la Conférence mondiale sur le climat qui se tient au Maroc qui peut être une mer à boire pour un chef d'Etat



engagé à faire connaître son pays partout dans le monde. Non aux détracteurs qui font croire dans les réseaux sociaux que la participation de la Guinée à la COP 21 en 2015 à Paris avait connu de grandes failles, notamment le manque de stand pouvant abriter certains membres de la délégation guinéenne, (et

qui a fait) que les guinéens se réunissaient dans les restaurants de Paris-le-Bourget ! Non, et mille fois non ! Deux semaines nous séparent de l'événement marocain. Donc, la Guinée mérite d'être mieux traitée par ses internautes et réseautés sociaux qui voient rouge en tout. ■




FORMATION

INSTITUT DE FORMATION POUR LE DEVELOPPEMENT DES COMPETENCES

« L'ECOLE DES ENTREPRENEURS »

AUTORISATION N°144/METFP-ET/DNETPP/144 - AGREMENT N° 35 81 /METFP-ET/CAB/DNETPP/15



PARTENAIRE DE L'ETAT & ET DES ENTREPRISES

FILIERES

- *MARKETING
- *BANQUE - ASSURANCE
- *TOURISME ET HOTELERIE
- *COMPTABILITE GESTION
- *INFORMATIQUE
- *GESTION LOGISTIQUE ET TRANSPORT
- *GESTION ADMINISTRATIVE DES COLLECTIVITES

PREPARATION AUX DIPLOMES D'ETAT

- DIPLOME DE TECHNICIEN SUPERIEUR 'DTS'
- BREVET DE TECHNICIEN SUPERIEUR 'BTS'
- BREVET DETUDE PROFESSIONNEL 'BEP'
- LICENCE PRO (à l'étranger)
- BACHELOR (à l'étranger)
- MASTER (à l'étranger)

BOURSE D'ETUDE OFFERTE DANS UNE DE NOS ECOLES PARTENAIRE A LETRANGER

CYCLE DE FORMATION

3 MOIS

6 MOIS

12 MOIS

Contact:

+ 224 660 03 21 62

654 31 77 07

623 16 66 57

E-mail: gigaformation@gmail.com

BP: 1067 Conakry- C/Ratoma

Rond point Hamdallaye CBG

Guinée-West Africa

Penser grand, Commencer petit, Devenir Grand

Sagesse

1 Les grands esprits discutent des idées; les esprits moyens discutent des événements; les petits esprits discutent des gens. Vous pouvez cacher aux autres une action répréhensible, mais jamais à vous-même. Socrate

2 Sois positif avec toutes les personnes que tu rencontreras, mais faut apprendre à rester toi même le seul et vrai gardien de ta voie. Peul (Bénin)

L'immortel M'bady Kouyaté, n'est pas mort !

Ce vendredi 21 octobre 2016, après la prière musulmane de 16h à Kagbélen, commune de Dubréka, le temps a suspendu son vol pour laisser M'bady dormir pour l'éternité auprès de ses pairs griots de l'ancien roi du *Ngabu* au nom desquels il était resté plus de 82 ans après sa naissance à Koundara en pays peul pour s'établir à Taouyah en banlieue de Conakry afin d'accomplir son devoir de messager et de noble transmetteur de l'art de la cordophonie et des chansons épiques des hommes ayant marqué leur passage sur terre.



M'Bady Kouyaté, le roi de la Kora, n'est pas mort. Il fait partie des immortels.

A l'annonce de son décès, l'activiste de la Société civile **Mme Yansané Fatou Baldé** écrit ceci sur sa page Facebook: «*Seul un noble connaît la vraie valeur de son griot au point d'envoyer le chercher (...) quand il ne vient pas à l'heure*». Ceci est un rappel du devoir et des liens inaliénables qui ont fait de M'bady un digne respectueux de la tradition. Lui qui savait aborder, expliquer et faire se rappeler à chacun suivant son nom ce qu'il représente dans la société actuelle et ce qui devrait être son devoir de porteur du nom de telle ou de telle autre famille, de telle lignée et de tel clan. M'bady a vécu noble sans jamais trahir les codes sociaux, ni travestir l'histoire comme le font certains maraudeurs. C'est en cela que sa silhouette, sa kora et sa voix demeureront gravés dans la mémoire commune de ceux qui l'ont connu et aimé tel qu'il a été et vécu. ■



Editions Ganndal

A PARAÎTRE EN
NOVEMBRE

Les Faux Marabouts



Les faux Marabouts / Bernard Péné BÉAVOGUI
78p. 11x18 cm,
Collection Gos&Gars
ISBN : 978-2-35045-063-6
Prix : 25000 GNF 3,90 •

"L'auteur se ment à lui-même en écrivant la vérité" voilà ce que Bernard Péné BÉAVOGUI aurait pu écrire en exergue de son premier roman.

Notre auteur serait-il un arnaqueur du même acabit que ses deux héros? Un arnaqueur peut-il tromper son monde sans la complicité ou la naïveté de sa victime? la naïveté peut-elle servir d'excuse à tous les arnaqueurs ?

Voilà un roman qui nous entraîne dans un tourbillon de questions d'où l'esotérisme des traditions ancestrales n'est pas exclu !

Ce dernier titre de la collection Gos&Gars joue sur l'arnaque, le maraboutage, la naïveté et les traditions, mais n'exclut pas quelques valeurs profondément humaines comme la pitié qui rend ces escrocs bien sympathiques.

L'arnaque est devenue un phénomène de société dont B-P BÉAVOGUI s'empare avec un humour et une truculence qui raviront les lecteurs.

Ce livre a été publié avec le soutien du **Palm Camayenne** dans le cadre de sa politique de promotion de la culture guinéenne en faveur de la jeunesse. ■

Inculpé, Romain Girbal contourne la justice, sa victime, Danfakha, interpelle le ministre des Mines



Romain Girbal.

Visiblement, le conflit judiciaire qui oppose l'homme d'affaires **Aboubacar Danfakha** à **Romain Girbal** est loin de connaître son épilogue. Alors qu'il est poursuivi pour "abus de biens sociaux et de crédit, de faux et usage du faux et blanchiment d'argent", l'ancien mannequin français, reconverti dans les mines en Guinée, fait une demande de délivrance de permis d'exploitation du bloc de gisement N°159 de Boké.

Une attitude qui a surpris plus d'un observateur. Car, le dossier judiciaire est toujours au niveau de la Cour suprême. Donc, toutes ses activités liées à sa société, Alliance minière responsable (AMR), créée en trompant son ancien patron, Danfakha, devraient s'arrêter. Mais, que cherche Romain Girbal qui est inculpé par la Chambre d'accusation de la Cour d'Appel de Conakry?

Tout porte à croire que l'ancien mannequin de Londres cherche à gagner du temps pour faire progresser son très contesté projet. Autrement dit, il s'est pourvu en cassation à la Cour suprême pour retarder le jugement afin de faire sa demande d'obtention d'un permis d'exploitation. Le Tout, dans le but de mener impunément ses activités.

Dans une correspondance en date du 17 octobre, dont *Aminata.com* et *VisionGuinee* se sont procuré copie, l'avocat du sieur Danfakha, PDG de *Tifa Guinée International* a interpellé le ministre des Mines sur les agissements outranciers du jeune français. "Toutefois, Monsieur le Ministre, l'octroi du permis d'exploitation à la société Alliance minière respon-

sable serait une des plus grandes arnaques du siècle dans le secteur", écrit **Me Saliou Danfakha**, avocat, à la Cour d'appel de Conakry. Rappelant, les circonstances de l'arrivée en Guinée de **Romain Girbal** avec les frais de *Tifa Guinée International*, l'avocat a relaté que ce jeune français qui a trouvé du boulot grâce à la bienveillance de Danfakha, a détourné le projet de la société de ce dernier à son profit.

"C'est en considération de ce qui précède que la Chambre d'accusation a, en audience du 21 juillet 2016, rendu son arrêt N°20 renvoyant le sieur Romain Girbal devant le Tribunal correctionnel pour les faits d'abus de biens sociaux et de crédit, de faux et usage de faux et blanchiment d'argent portant l'une sur le détournement du projet Dian Dian et (l'autre) sur le montant de 120 000 euros détournés des caisses de la société", ajoute-t-il.

"Excellence Monsieur le Ministre, il serait scandaleux que celui qui a été pris en charge par la société Tifa Guinée, qui a détourné le projet Dian Dian, qui s'est adossé sur la requérante, soit le bénéficiaire du permis d'exploitation", peut-on lire dans la correspondance.

"Voilà pourquoi, Monsieur le Ministre, ainsi que pour toutes les autres raisons, la société TIFA Guinée International s'oppose et sollicite qu'il vous plaise, de bien vouloir suspendre la délivrance du permis d'exploitation du bloc de gisement N°159 suivant arrêté A2013/6606/MM/GSGG sous le N°153/DIGM/CPDM jusqu'à ce que les juridictions pénales aient rendu leurs décisions.

Vous pouvez le faire en sauvegardant les intérêts de la Guinée contre les arnaqueurs qui viennent les mains vides, faire fortune chez nous", conclut l'avocat de Tifa Guinée dans ledit courrier.

Avec cette demande d'octroi de permis, M. Girbal a probablement eu l'assurance d'avoir eu à sa guise certains cadres du département des Mines moyennant des billets de banque.

Dans un pays normal où la justice joue son rôle, une partie qui est en conflit judiciaire ne doit même pas avoir l'idée de poursuivre son projet. Car, toutes ses activités devraient être gelées en attendant une décision de la justice.

Les cadres du ministère des Mines devraient prendre leur responsabilité pour éviter une fuite des capitaux au détriment de la Guinée.

Par **Alpha Oumar DIALLO** & **Ciré BALDE**
pour *Aminata.com*
et *VisionGuinee.Info*

SE Mme Kollié, ambassadrice digne de respect



Cette diplomate force le respect et admiration de la part de ses homologues accrédités en Guinée. Et pour cause? A l'occasion de l'anniversaire de l'indépendance du Brésil, les ambassadeurs Faye du Sénégal et Diarrassouba de la Côte d'Ivoire ont dirigé notre reporter vers **SE Mme Krubo B. Kollié** pour exprimer le sentiment de l'ensemble des ambassadeurs de la Cedeao sur la spécificité de l'événement consacrant les 192 ans de ce grand et vaste pays aux ressources humaines et naturelles semblables à celles de l'Afrique occidentale. ■

Coin du bonheur



L'enseignant **Ibrahim Barry** et la journaliste en service au Groupe de presse *Africvision* **Fatoumata Diaraye Nafiou Diallo** ont convolé en justes noces le vendredi 30 septembre 2016 à Minière carrefour-chinois près de l'université *La Source*.

En ce lundi béni, 24e jour de vie en couple, nous souhaitons heureux ménage aux mariés et adressons nos félicitations au **parrain Aboubacar Diallo** assistant comptable à *SOS Guinée*, ainsi qu'à la **marraine Rouguiatou Biro Diallo** en service au Contrôle Qualité à *Topaz Group* !

L'ambassadeur Rabah célèbre la 62e fête nationale de l'Algérie ce 3 novembre

Le 3 novembre prochain, quand il sera 18h 30 à Conakry, l'ambassadeur **SE Fassih Rabah** et ses invités de marque lèveront le toast à l'honneur de l'Algérie. Ce pays d'Afrique du nord entretient de bonnes relations avec la Guinée depuis le régime socialo-communiste de Sékou Touré.



L'ambassadeur SE Fassih Rabah.

L'Algérie et la Guinée sont tous des pays francophones membres de la Umma islamique. En plus, beaucoup de cadres exerçant de hautes fonctions dans l'administration publique et privée ont bénéficié de bourses d'études dans les meilleures universités algériennes. Donc, le français et l'arabe ne constituent aucunement une barrière au développement et à la prospérité des échanges entre les deux pays. Mais contrairement à son voisin marocain fortement représenté dans des secteurs aussi prisés que l'import-export, les bâtiments et travaux publics, les industries de transformation, et les services,

l'Algérie accuse encore un grand retard à faire de la Guinée une destination privilégiée pour l'expansion ou la délocalisation de ses entreprises. Si fait que l'on ne cesse de s'interroger sur les raisons évidentes qui maintiennent l'Algérie dans la posture de pays ami toujours présent dans la formation des ressources humaines, mais aux abonnés absents dans la compétition économique, alors que le président Bouteflika a été adopté par la Guinée et les guinéens bien avant d'être appelé à diriger la fonction suprême de son pays.

Par D. Alpha

Ce jeune magistrat guinéen veut d'une Cour africaine dynamique comme la CPI

Récemment, dans une interview rééditée par plusieurs médias guinéens, il s'est prononcé sur l'urgente nécessité de la dynamisation et de la réforme de la **Cour africaine des droits de l'homme et des peuples** dont le siège se trouve à Arusha, en Tanzanie, qui constituent, selon lui «une garantie» non seulement pour les peuples mais aussi pour les dirigeants africains en exercice. A propos, **Mohamed Diawara** estime que si 30 sur 54 pays ont déjà ratifié le protocole créant cette Cour à l'exception de la Guinée qui a signé le protocole créant la Cour le 8 juillet 2003 mais ne l'a pas encore ratifié, il serait bon que le pays s'y penche car, «tout Guinéen doit à tout moment disposer de voies de recours, et particulièrement lorsqu'il est question de ses droits fondamentaux. Il doit être constamment rassuré que l'horizon n'est pas complètement bouché, qu'il peut aller au-delà. Par conséquent, il est bon d'avoir une Cour à l'échelle continentale».

Pourtant, en l'absence d'une «police régionale», la compétence de cette Cour est très limitée, explique le juge Diawara. C'est d'ailleurs, souligne-t-il, «paradoxal et inconcevable que la majorité des pays africains acceptent la compétence de la Cour pénale internationale (CPI) et refuse celle de leur propre» continent.

Que faire ? Le juge guinéen estime que cette Cour «soit mieux connue et mieux reconnue», chaque citoyen africain doit impérativement connaître ses attributions. D'où la nécessité de vulgariser les textes de la Cour. Toute une gageure.

Qui est Mohamed Diawara?

Lauréat de la 2e promotion du projet intitulé «Rajeunir et féminiser l'administration publique guinéenne», Mohamed Diawara fait partie de la 44e promotion (2008) de la faculté des Sciences juridiques et politiques de l'université général Lansana Conté de Sonfonia à Conakry.

Après sa maîtrise en Droit public et un stage pratique très instructif au ministère des Affaires étrangères et

des Guinéens de l'étranger en 2008, il s'est rendu à Accra au Ghana en 2009 pour poursuivre une série de formations notamment en langue anglaise et *Project management*. A la suite de ces formations diversifiées, Diawara acquiert un diplôme de maîtrise de l'anglais et un certificat en *Project Management* à Accra.

Il complète son cursus par d'autres formations cumulées. Ce qui lui a également permis d'obtenir le Brevet de magistrat au Centre de formation et de documentation judiciaires de Guinée.

Puis, le Diplôme d'études en langue française (DELF B2) du Centre

international d'études pédagogiques de Sèvres en France, et d'être certifié en Management des administrations à la faculté des Sciences Po de Bordeaux en 2014.

Mohamed Diawara, magistrat de la 3e promotion et bilingue français-anglais est actuellement juge d'instruction à la Justice de Paix de Kérouané en Guinée.

Par Mouctar Diop



Mohamed Diawara
Juge d'instruction à Kérouané.



Fodé Oussou Fofana.

Fodé Oussou a mis de l'eau dans son vin

Il fait désormais avec subtilité ce vice-président de l'Ufdg qui foutait régulièrement des fourmis dans le pantalon des extrémistes du régime Alpha Condé.

«Ceux qui sont à côté d'Alpha Condé» au palais, Fodé Oussou disait qu'ils racontaient «des histoires» au président, parce qu'ils ne voulaient pas «la paix» dans ce pays.

«Calmez-vous !», leur intimait le bouillant Dr Fodé Oussou Fofana.

«Si Alpha Condé respecte ses engagements, l'Ufdg ne posera aucun problème», disait-il de la dernière rencontre à Sékhoutouréya entre son président Cellou Dalein Diallo et le chef de l'Etat Alpha Condé.

A présent, le député Fofana, dérangeur, empêcheur de tourner en rond, a mis de l'eau dans son vin. Il n'est plus réactif comme par le passé. Il semble avoir rangé son sabre politique loin des caméras, micros et dictaphones des médias qui aiment pourtant à l'avoir en exclusivité.

C'est sans doute parce que l'Ufdg ne fait «pas de l'opposition pour le faire seulement». Comme aime à le dire le même Fodé Oussou Fofana, ce parti tracte l'«opposition républicaine qui se bat pour la dignité de la Guinée». Et «Chaque fois qu'il y a des dérives», il ne se fatigue pas de «dénoncer».

Mais jusqu'à quand le percutant Vice-président de l'Ufdg va continuer à rester sans faire l'actualité? On parie que ce ne sera pas pour plus d'un mois. ■

Dossier des cadres suspendus de l'université de Kankan : Le mea-culpa tardif du ministère

Au soir du vendredi 13 novembre 2015, le ministre de l'Enseignement supérieur et de la recherche scientifique d'alors, **Bailo Teliwel Diallo** prenait la décision de suspendre certains cadres du Rectorat de l'université Julius Nyerere de Kankan. Notamment le vice-recteur chargé des études, **Dr Kabinet Oularé**, des cadres des Relations extérieures, ainsi que du pool financier. La question a été étalée sur la table de son successeur mardi 18 octobre à Conakry, à la faveur d'une conférence de presse. Le ministre **Abdoulaye Yéro Baldé** a tenu à préciser que la sanction

a été levée - quoique tardivement. «Administrativement, nous avons levé la suspension, mais ça ne veut pas dire qu'ils vont demeurer à Kankan après. Le ministre du Budget a dit qu'il va faire une permutation des pools financiers de toutes les universités pour que ça bouge, pour ne pas que les gens se sédentarisent», a rapporté le ministre Baldé, sans jeter de l'opprobre sur son prédécesseur.

Il a par ailleurs avoué la faute de son département quant à la non-réhabilitation des cadres suspendus dans leurs fonctions respectives durant les 90 jours



Le ministre Abdoulaye Yéro Baldé.

qui ont suivi leur sanction. «Parce qu'une suspension ne doit pas excéder 3 mois», a-t-il clarifié.

Sauf qu'en Guinée il n'est pas rare de voir un suspendu sombrer dans les oubliettes. En témoigne le cas **Malick Kébé**, directeur général de l'Agence guinéenne de spectacles (AGS), suspendu depuis au lendemain de la survenue du drame de Rogbane, à Taouyah, le mercredi 30 juillet 2014.

Par Mady Bangoura



VOX NEWS

Retrouvez Victoire Eyoum, Pierre-Luc Roy, Heridel Ntema et la rédaction de VoxNews du lundi au vendredi à 19h30 GMT

LA TÉLÉVISION PANAFRICAINE PAR EXCELLENCE



555

475

661

33

288

650

824

218

191

16



Election Miss Guinée France

Mariama Daff, reine de beauté 2017

Beau public, et quelle élégance !

Didier Teurquetil

La Miss Guinée France 2017 est **Mlle Mariama Daff**. A 22 ans, elle est étudiante en Economie à l'université Champagne Ardenne de Reims. Retrospective.

Placée sous le signe "La guinéenne du 21^e siècle entre la tradition et la modernité", la 9^e édition de l'événement Miss Guinée France 2017 se passe de commentaires. A 15H déjà, le public est fortement mobilisé.

Au Salon, les invités se prêtent aux séances-photos devant le kakemono, afin d'immortaliser l'instant. Feeling, buzz et style se côtoient et se tutoient à souhait. Ce, pendant une demie-heure avant le démarrage de la compétition de la beauté physique et intellectuelle au service du cœur.

16H 45. Le rideau s'ouvre et laisse voyager les regards sur le somptueux podium décoré pour la circonstance. Le *teaser film* de l'élection Miss Guinée France 2017 ouvre le bal. S'en suit la première sortie des candidates en tenue traditionnelle du pays, munie chacune de fanion aux couleurs des tricolores guinéen et français, sous les acclamations retentissantes du public.

Au même moment, les candidates sont ovationnées avec une agrément musicale du très adulé **Black M** dans sa chanson dédiée à son pays d'origine "Je suis à l'ouest".

Les candidates font une deuxième sortie. Mais cette fois-ci, en danse chorégraphique. Puis, un troisième passage devant les membres du jury pour frimer avec style, prestance, élégance, feeling et charme. Histoire d'enregistrer le maximum de points devant le jury. Elles sont habillées par la maison de couture **Alpha'O Fashion** et le Groupement des stylistes, modélistes et créa-



Aicha Diallo et Dalanda Diallo première et deuxième dauphines de Miss Guinée France 2017.



teurs de Guinée concepteur du défilé de mode **Guessé**. Le temps d'une pause pour présenter les membres de l'Association des jeunes guinéens de France (AJGF) et l'équipe qui a piloté l'édition de cette année.

Mme Kadiatou Diallo, marraine de l'événement et par ailleurs présidente de **Musikad'Art** et première dauphine de Miss Guinée 1987 **Kadiatou Seth Conté**, est également présentée au public.

Le trio Miss Guinée France 2016, **Mlle Kadija Andréa Barry** et dauphines **Malika**

Diallo et **Souad Fofana** annonce la fin de sa mission.

L'infatigable journaliste et animateur culturel **Kevin First** introduit l'artiste **IBMK** pour sa prestation. Ovation.

Nouveau passage des candidates en tenue traditionnelle. Une chanson de **Kandia Kora** agrémente la partie. Par la suite, un *teaser vidéo* de **Conakry, capitale mondiale du livre en 2017** est diffusé pour rappeler à l'assistance ce rendez-vous mondial que la Guinée a l'honneur d'abriter. Nouvelle apparition. Cette fois-ci, chaque candidate présente



Mlle Mariama Daff, Miss Guinée France 2017.

le projet qu'elle souhaite porter une fois élue. L'événement se poursuit de plus belle. Pendant que le jury se concerte, **Houssein Kaba** de la radio **Nostalgie Guinée** tient en haleine le public à travers une pièce de théâtre sous le thème de tradition et modernité. Puis, le raggaeman **Lyricson** investit le podium pour deux titres. Mais avant, il demande au public de se lever pour chanter avec lui l'hymne national de la Guinée. L'instant marque plus d'un témoin.

Le groupe **Idéal Foniké** lui succède et fait vibrer à son tour le public bon enfant. S'en suit le show du groupe **Keblack-Fadebi**. Clin d'oeil aux partenaires de l'événement.

Les maîtres de cérémonie **Kevin First** et **Bénito de London** annoncent le moment solennel du verdict.

La délibération du jury est assurée par l'animatrice de

l'émission *Parade* et responsable de la section culture à la RTG, **Aya Diawara**.

Mlle Dalanda Diallo, âgée de 18 ans, étudiante en technique de commercialisation à l'université de Sceaux Paris Descartes s'adjuge la place de deuxième dauphine. Le titre de la première dauphine revient à **Mlle Aicha Diallo**, 18 ans, première année licence de Psychologie à l'université de Lille 3.

La Miss Guinée France 2017, **Mlle Mariama Daff**, 22 ans, étudie l'économie à l'université Champagne Ardenne de Reims.

La cérémonie se termine en beauté par des messages de félicitations et d'encouragements.

Par Ahmed Tidiane Diallo



Franck Clere éditeur en chef Fashion life et Luxe infinity. Keri-Lise Anderson attaché de presse Fashion night couture et Tony Para, membre du jury et patron de Cosmo agency.



Le mannequin Toubine Camara fait son show en compagnie de belles et galantes participantes à l'événement.



Ganndal à l'honneur à travers Hakim Bah, auteur de *Tachetures*.



L'année prochaine, ce sera le tour « des langues françaises » d'être à l'honneur..



...C'est ce qu'est venu rappeler Manuel Valls, le Premier ministre français.



Flash sur la Foire internationale du livre de Francfort.

Imaginez 6 immenses bâtiments répartis autour d'un espace aussi grand que l'esplanade du palais du Peuple et du Jardin du 2 octobre réunis ! Chaque bâtiment offrant plusieurs milliers de mètres carrés d'exposition, regroupe les éditeurs par grande zone géographique ou linguistique ou par thèmes, la jeunesse, l'édition numérique, les imprimeurs ou « la galerie des gourmets » le plus de l'édition allemande qui embaumait tout le hall. Au centre, dans le pavillon d'honneur, l'hôte de la foire peut y faire découvrir sa langue, sa culture, sa littérature à travers des expos, des rencontres avec des auteurs ou des animations.

Cette année, la Flandre était l'invitée, partagée entre Pays Bas et Belgique, vieille région d'édition qui a porté les idées novatrices des débuts de l'imprimerie.

La leçon de Francfort

J'y ai été particulièrement sensible à la lecture de poèmes chuchotés par des lecteurs à une ou deux personnes confortablement installés sur des chaises longues, dans une pénombre que ne perçaient que les lampes des lecteurs. Magique ! On pourrait s'en inspirer pour la prochaine journée « poésie sur les murs ». L'année prochaine, ce sera le tour « des langues françaises » d'être à l'honneur. C'est ce qu'est venu rappeler **Manuel Valls**, le Premier ministre français en visitant le hall consacré à la France. Pas seulement la langue de la France, mais celle de tous ces pays qui la partagent, si multiples et si riches dans leur façon de la faire chanter. Et on peut être certain qu'un **Alain Mabanckou** chargé de choisir les auteurs avec Frédéric Boyer, saura mettre en valeur tous les pays francophones.

C'est pour préparer cet événement que 8 éditeurs d'Afrique, de Madagascar et d'Haïti étaient présents au stand du Bureau International de l'Edition Française (BIEF). Ganndal y était pour la Guinée.

Si la foire de Francfort est un temple de la culture, c'est avant tout un lieu d'échange et de commerce. C'est une foire du livre aussi vieille que l'imprimerie ! Gutenberg.



Séance de travail avec le directeur du Bureau international de l'édition française (BIEF).



M.N'Dione, président d'Afrilivres, est venu rendre visite aux éditeurs africains.



Marie Paule Huet des éditions Ganndal y était pour la Guinée.



Tachetures de Hakim Bah figure désormais dans les recommandations de lecture.

Depuis plus de 500 ans on y vient non pas pour faire son petit marché de livres à rapporter à la maison ; non c'est là que les éditeurs du monde entier viennent découvrir les talents littéraires des autres pays : et négocier (acheter ou vendre) les droits sur les livres qu'ils publient. En effet, si le livre d'un confrère vous plaît et que vous souhaitez le publier dans votre langue, par exemple ça ne vous donne pas le droit de le reproduire pour autant.

Quand un éditeur publie un livre, il commence par signer un contrat avec l'auteur qui l'engage à publier, diffuser et protéger l'œuvre de l'auteur, en échange de quoi il lui verse des droits qui correspondent à la rémunération de son travail d'auteur. Ce droit d'auteur est calculé en fonction du prix du livre, selon un taux fixé à l'avance. Chaque fois qu'un livre est vendu, l'auteur touche quelque chose.

Voilà pourquoi la photocopie des livres (leur piratage) est une faute grave envers l'auteur et l'éditeur du livre. Et voilà pourquoi, les éditeurs se retrouvent à Francfort (ou ailleurs) pour acheter ces droits. Et à chaque transaction, l'auteur touchera quelque chose. C'est la garantie contenue dans le contrat qu'il a signé avec son éditeur. C'est ça aussi la leçon de Francfort !

Enfin, Ganndal a été honoré à travers **Hakim Bah**, auteur de *Tachetures* pendant cette foire. Ce recueil de nouvelles a été sélectionné par l'Internationale Jugendbibliothek de Munich. Il figure désormais dans les recommandations de lecture pour les lycéens et étudiants établies par cette bibliothèque. Nous l'avions bien pressenti en le proposant dans le défi-lecture des lycéens.

Entre Conakry Capitale mondiale du livre et l'invitation des langues françaises à Francfort, 2017 sera une année forte en Afrique. Voilà de quoi booster le livre en Guinée !

Par **Marie Paule Huet**
Directrice littéraire
des éditions Ganndal
Tél: (+224) 655 432 943
mariepaulehuet@gmail.com

cliquez pour entrer dans le réseau
Facebook.com/Le-populaire-conakry



Guinée Games

Million wan waran



9H00

Terre à Terre
11H30



12H00

BANNA **BELEBELE**
13H30



15H00

BINGO- NAFA-DIAMANT-WINI-
HERI-NATIONAL-JACKPOT
18H00

6 Tirages par jour

42 Tirages par semaine

168 Tirages par mois

2190 occasions par an de devenir **MILLIONNAIRES !**



LOTO 5/90